

Partie 1 Généralités

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Normes de référence
 - .1 *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE)*, 1999.
 - .2 *Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses (LTMD)*.
 - .3 *Loi sur la réduction des toxiques*, 2009, L.O. 2009, ch. 19.
 - .4 *Loi sur les espèces en péril*, L.R., 2002, ch. 29.
 - .5 *Loi sur les pêches*, L.R.C., 1985, ch. F-14.
 - .6 *Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs*, 1994, L.R., 1994, ch. 22.

1.2 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 Se conformer à toutes les normes et à tous les règlements pertinents afin d'assurer la protection de l'environnement pendant le déroulement normal des travaux.

1.3 PROPRETÉ DES LIEUX

- .1 Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut.
- .2 Évacuer les matériaux de rebut hors du chantier à la fin de chaque période de travail.

1.4 TRAVAUX À PROXIMITÉ D'UN COURS D'EAU

- .1 Le matériel de construction doit être exploité seulement à partir de la berge ou sur une barge flottante.
- .2 Il est interdit de faire glisser des billots ou des matériaux de construction sur les cours d'eau.
- .3 Il est interdit de jeter des matériaux de rebut ou des débris dans les cours d'eau.
- .4 Il est interdit de déverser de l'eau contenant des matières en suspension dans les cours d'eau, les égouts ou le réseau d'évacuation et de drainage.
- .5 Nettoyer le matériel en évitant à l'eau de lavage de s'écouler dans les cours d'eau.
- .6 Pousser l'eau chargée de sédiments au-delà des extrémités des ponts dans les aires enherbées afin d'empêcher l'eau chargée de sédiments et d'autres substances de pénétrer dans les cours d'eau.
 - .1 Recueillir l'eau chargée de sédiments à l'aspirateur si aucune aire enherbée n'est disponible.
- .7 Sceller les avaloirs et les joints ouverts ou installer des toiles filtrantes et des sacs de sable au-dessus des avaloirs et des joints ouverts à proximité immédiate du secteur des travaux.
 - .1 Enlever les sceaux ou les toiles filtrantes des avaloirs à la fin des travaux.
 - .2 Éliminer les sceaux et les toiles filtrantes dans une décharge approuvée.

- .8 Installer des clôtures à sédiments ou d'autres systèmes de filtration approuvés afin d'empêcher les sédiments de pénétrer dans les cours d'eau.

1.5 PROTECTION DES VÉGÉTAUX

- .1 Le Représentant du Ministère informera l'Entrepreneur des espèces en danger qui se trouvent sur les lieux avant le début des travaux.
- .2 Assurer la protection des arbres et des plantes sur le chantier et les propriétés adjacentes.
- .3 Protéger les racines des arbres jusqu'à la limite du feuillage pendant les travaux. Éviter de circuler ou d'entreposer des matériaux inutilement au-dessus de la zone racinaire des arbres protégés.
- .4 Envelopper de toile de jute les arbres et les arbustes adjacents au chantier de construction, aux aires d'entreposage et aux voies de camionnage. Entourer les arbres et les arbustes d'une cage protectrice en bois d'une hauteur de 2 m.
- .5 Limiter les dommages aux couvertures herbacées. Remettre en état toute couverture herbacée endommagée, à la satisfaction du Représentant du Ministère.

1.6 PROTECTION DES ANIMAUX

- .1 Le Représentant du Ministère informera l'Entrepreneur des espèces en danger qui se trouvent sur les lieux avant le début des travaux.
- .2 Élaborer un plan de protection conforme aux exigences de la *Loi sur les espèces en péril*, de la *Loi sur les pêches* et de la *Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs*. Soumettre le plan de protection au Représentant du Ministère aux fins d'approbation.
- .3 Effectuer les travaux de façon à ne pas déranger les habitats des espèces sauvages, y compris les aires de nidification et de reproduction, des espèces désignées dans la *Loi sur les espèces en péril*, la *Loi sur les pêches* et la *Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs*.

1.7 PROTECTION CONTRE LES DÉVERSEMENTS

- .1 Préparer un plan d'intervention en cas de déversement propre au chantier qui permettra de contenir et de nettoyer toute fuite ou tout déversement de matières dangereuses. Avant le début des travaux, soumettre le plan au Représentant du Ministère aux fins d'approbation.
 - .1 Conserver sur le chantier une trousse d'intervention d'urgence en cas de déversement et une copie du plan d'intervention en cas de déversement afin d'être en mesure d'intervenir rapidement en cas de déversement.
- .2 Maintenir les véhicules et le matériel en bon état de fonctionnement afin d'éviter les fuites et les déversements de matières dangereuses.
 - .1 Les véhicules et le matériel doivent arriver au chantier en bon état, propres et sans présenter de fuites de fluides.
 - .2 Laver, ravitailler en carburant et entretenir les véhicules et le matériel, et entreposer le carburant à l'écart de l'eau afin d'empêcher les substances délétères de pénétrer dans les cours d'eau.
- .3 Communiquer avec l'autorité compétente en cas de fuite ou de déversement.

- .1 En Ontario : avec le Ministère de l'Environnement de l'Ontario – Centre d'intervention en cas de déversement au 1-800-268-6060.
- .2 Au Québec : avec la Direction des activités de protection de l'environnement au 1-866-283-2333.

1.8 CONTRÔLE DE LA POLLUTION

- .1 Assurer le contrôle des émissions produites par le matériel et les véhicules, conformément aux exigences des autorités locales.
- .2 Utiliser des véhicules et du matériel équipés de systèmes de contrôle des émissions, de déflecteurs du système d'échappement et/ou de capots de moteur.
- .3 Empêcher les débris et les autres matières étrangères de contaminer l'air au-delà du secteur des travaux en installant les dispositifs antipoussière et de contrôle des débris nécessaires.
 - .1 Fournir des enceintes temporaires pour contenir les contaminants éventuels.
- .4 Recouvrir les matériaux secs et recouvrir les matériaux de rebut pour éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris.
- .5 Réduire le bruit conformément aux règlements municipaux qui s'appliquent.

1.9 LUTTE CONTRE LA POUSSIÈRE

- .1 L'Entrepreneur doit prendre les mesures qui s'imposent afin de réduire la poussière soulevée par ses activités dans l'emprise du pont, au-dessus de la rivière ou ailleurs.

1.10 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Enlever les déchets et les débris du chantier et les éliminer à une décharge approuvée qui respecte toute la réglementation municipale, provinciale et fédérale en matière d'environnement et de santé.
- .2 Il est interdit d'enfouir des déchets ou des matériaux de rebut sur place.
- .3 Il est interdit d'éliminer des déchets ou des matières volatiles dans des cours d'eau, des égouts pluviaux ou sanitaires, des bassins collecteurs ou des avaloirs du tablier du pont.
- .4 Il est interdit de jeter toute matière étrangère, y compris des déchets, du sable, des débris, des solvants de nettoyage ou de la peinture, dans les cours d'eau ou par les avaloirs du tablier du pont.
- .5 Manipuler et éliminer les matières dangereuses ou toxiques conformément à la LCPE, à la LTMD et aux règlements régionaux et municipaux.

1.11 FEUX

- .1 Il est interdit d'allumer des feux et de brûler des déchets et des débris.

1.12 AVIS

- .1 Le Représentant du Ministère avisera l'Entrepreneur par écrit de toute non-conformité observée à la réglementation ou aux lois fédérales ou provinciales et à la réglementation municipale.

- .2 L'Entrepreneur doit transmettre les mesures correctives qu'il propose au Représentant du Ministère et il ne doit les appliquer qu'après réception de l'approbation écrite de ce dernier.
- .3 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux jusqu'à ce que des mesures correctives satisfaisantes soient prises.
 - .1 L'Entrepreneur ne pourra se voir accorder une prolongation des délais ou un rajustement équitable à la suite d'un tel arrêt des travaux.

FIN DE LA SECTION